

NOTE SUR LE BUDGET PRIMITIF 2025

1.	LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET 2025	2
1.1	Présentation consolidée des budgets de la Communauté d'Agglomération	2
1.2	Les dépenses par politique publique	3
	Aménagement du territoire, Économie	3
	Développement universitaire	3
	Développement touristique	4
	Politique de la ville - Sécurité et Prévention de la délinquance – Insertion Professionnelle	4
	Habitat – Gens du voyage	4
	Mobilité	4
	Culture – Sports - Université Inter-Âges	5
	Environnement / Assainissement/ GeMAPI / Eau potable	5
	Ordures ménagères	6
1.3	L'équilibre financier du Budget primitif 2025	7
2.	LE DETAIL DES BUDGETS 2025	8
2.1	Le budget principal	8
2.1.1	Le fonctionnement	8
2.1.1.1	Les dépenses	8
	Les atténuations de produits	9
	Les autres charges de gestion courante, les charges spécifiques et les dotations aux provisions	9
	Les charges de personnel	10
	Les charges à caractère général	10
2.1.1.2	Les recettes	11
	Les impôts et taxes	12
	Les produits des services et les autres produits	13
2.1.2	L'investissement	13
2.1.2.1	Les dépenses	13
2.1.2.2	Le financement de l'investissement	14
	L'autofinancement	14
	Les recettes d'investissement	15
2.1.3	L'endettement	15
2.2	Les budgets annexes	16
2.2.1	Les budgets Assainissement	16
2.2.1.1	Le budget annexe de l'assainissement collectif	16
	Les dépenses d'exploitation	16
	Les recettes d'exploitation	17
	Les dépenses d'investissement	17
	Le financement de l'investissement	18
	L'endettement	18
2.2.1.2	Le budget annexe de l'assainissement non collectif	18
2.2.2	Le budget eau potable	19
	Les dépenses d'exploitation	19
	Les recettes d'exploitation	20
	Les dépenses d'investissements	20
	Le financement de l'investissement	21
	L'endettement	21
2.2.3	Le parc d'activité des Prés d'Andy à Saint-Germain-Laxis	21

1. LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET 2025

Les orientations budgétaires 2025 ont été présentées lors du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 et ont fait l'objet d'un débat en séance. Elles ont permis de décrire le contexte dans lequel s'inscrit l'élaboration du budget primitif 2025 de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS).

1.1 Présentation consolidée des budgets de la Communauté d'Agglomération

Le budget de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine pour 2025 est composé de cinq budgets : le budget principal, les budgets annexes assainissement collectif et non collectif, le budget annexe de l'eau potable, ainsi que le budget annexe du parc d'activité des prés d'Andy à Saint-Germain-Laxis.

Le projet de budget 2025 s'établit tous budgets et sections confondus, en mouvements réels, à 159 M€ en dépenses et en recettes. En raison du vote du budget avant le compte administratif 2024, il est présenté sans la reprise des résultats de l'exercice précédent (soldes d'exécution et restes à réaliser).

Mouvements réels	Dépenses			Recettes		
	2024	2025	Evolution BP/BP	2024	2025	Evolution BP/BP
Fonctionnement	83 328 229,18	87 756 623,69	5,31%	90 334 900,22	93 307 630,58	3,29%
Investissement	35 039 425,80	40 254 242,59	14,88%	28 032 754,76	34 703 235,70	23,80%
Budget principal	118 367 654,98	128 010 866,28	8,15%	118 367 654,98	128 010 866,28	8,15%
Exploitation	6 038 663,07	6 904 202,67	14,33%	10 877 909,26	12 538 535,00	15,27%
Investissement	11 535 343,20	14 169 897,00	22,84%	6 696 097,01	8 535 564,67	27,47%
Budget assainissement	17 574 006,27	21 074 099,67	19,92%	17 574 006,27	21 074 099,67	19,92%
Exploitation	28 306,00	6 466,00	-77,16%	28 306,00	6 466,00	-77,16%
Investissement						
Budget SPANC	28 306,00	6 466,00	-77,16%	28 306,00	6 466,00	-77,16%
Fonctionnement	16 000,00	13 000,00	-18,75%	120 000,00	48 400,00	-59,67%
Investissement	104 000,00	35 400,00	-65,96%	0,00	0,00	
Budget Prés d'Andy	120 000,00	48 400,00	-59,67%	120 000,00	48 400,00	-59,67%
Fonctionnement	1 318 633,66	1 967 432,04	49,20%	3 775 916,00	4 308 303,00	14,10%
Investissement	8 348 249,00	7 969 241,00	-4,54%	5 890 966,66	5 628 370,04	-4,46%
Budget Eau potable	9 666 882,66	9 936 673,04	2,79%	9 666 882,66	9 936 673,04	2,79%
Total tous budgets confondus	145 756 849,91	159 076 504,99	9,14%	145 756 849,91	159 076 504,99	9,14%

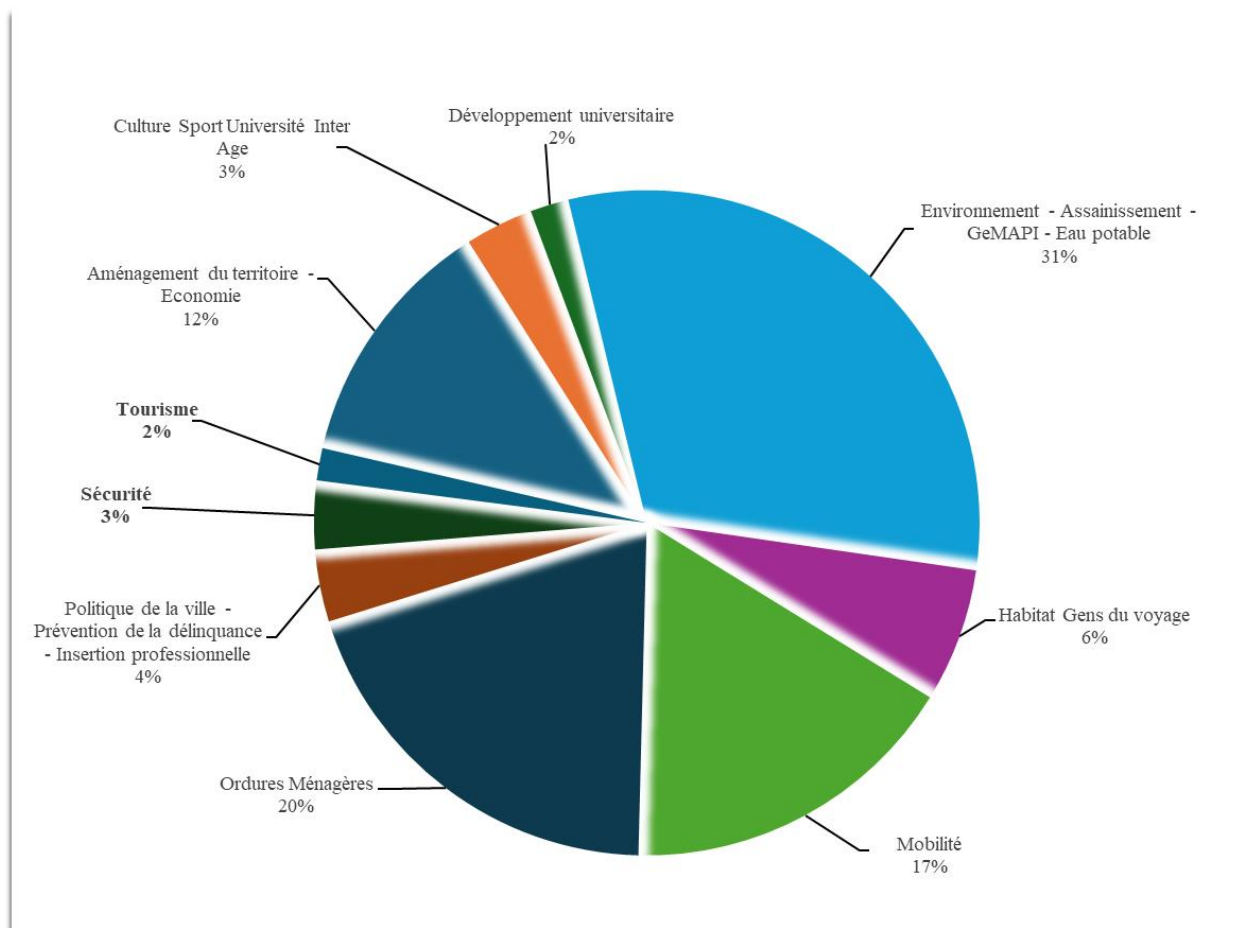
Tous budgets confondus, et sans reprise des résultats, les recettes et les dépenses (en mouvements réels) affichent une augmentation de 9%.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 96,6 M€ et les recettes réelles de fonctionnement à 110,2 M€.

Les dépenses réelles d'investissement se montent à 62,4 M€ dont près de 57,2 M€ de dépenses réelles d'équipement. Les recettes d'investissement s'élèvent à 48,9 M€ dont 43,3 M€ d'emprunt.

1.2 Les dépenses par politique publique

Ce sont près de 114 M€ qui sont affectés à l'exécution des politiques publiques. Ces politiques ont un poids financier variable, illustré dans le graphique suivant qui tient compte à la fois des dépenses de fonctionnement et d'investissement.



** Opérations non ventilables : dépenses liées aux moyens communs à l'ensemble des services de la collectivité, frais de fonctionnement de l'assemblée délibérante (y compris indemnité des élus), frais de communication et d'information, charges afférentes aux emprunts (Intérêts de la dette) et prélèvements pour reversements de fiscalité.*

Aménagement du territoire, Économie

Cette politique comporte plusieurs dimensions qui contribuent globalement à l'amélioration du cadre de vie et des conditions d'emploi des habitants de la Communauté. Elle représente 12 % du budget 2025, soit environ 14 M€.

Les dépenses contribuent, essentiellement, à conduire les actions structurantes du projet de territoire en matière de développement économique (12 M€).

Développement universitaire

2,1M€ sont mobilisés en faveur du développement universitaire principalement pour l'entretien et les travaux d'aménagement des locaux occupés par l'Institut de droit et d'économie de l'Université Panthéon-Assas et l'Université Paris Est-Créteil (UPEC).

Les conventions de partenariat (622 K€) avec les deux universités ont été renouvelées.

Développement touristique

1,8 M€ sont prévus afin d'accompagner le développement touristique sur le territoire.

L'année 2025 sera consacrée à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions du schéma directeur, adopté en mars 2022 par la CAMVS avec notamment le soutien au développement d'une offre d'hébergement sur le territoire via les appels à manifestations d'intérêt lancés en 2023, et la poursuite de créations d'outils numériques.

La CAMVS contribuera au budget de l'EPIC à hauteur de 340 K€ (subvention pour contrainte de service public) et assurera le reversement du produit de la taxe de séjour perçue. Ce dernier est estimé pour 2025 à 220 K€ pour la part destinée à financer les actions de l'office de tourisme communautaire.

Politique de la ville - Sécurité et Prévention de la délinquance – Insertion Professionnelle

En 2025, ces politiques publiques se verront consacrer la somme d'environ 4 M€.

Les actions menées lors de ces dernières années en matière de réussite éducative (Cité éducative, PRE, Plan de Persévérance scolaire) et de soutien aux étudiants en médecine seront reconduites.

De nouveaux axes du contrat ville seront développés tels que le renforcement du volet cohésion sociale avec davantage d'accès sur l'accompagnement des acteurs associatifs FIA-Fonds Initiative Associative et l'accès aux droits et à l'intégration des publics primo arrivants CTAI-Contrat Territorial Accueil et Intégration.

Le dispositif Micro-Folie continuera son développement en dehors des quartiers prioritaires de la ville.

En matière d'insertion professionnelle, les priorités porteront sur le déploiement du Plan Régional pour l'Insertion des Jeunes (PRIJ) et le développement d'actions innovantes dans le cadre de la cité de l'emploi. Comme en 2024, le soutien de la CAMVS à MEI MVS, et au Hub de la Réussite-E2C est maintenu.

L'année à venir permettra également à l'Agglomération de poursuivre les actions et les partenariats existants., en cohérence avec les stratégies nationales et départementales de sécurité. Les missions de la police intercommunale seront poursuivies.

Habitat – Gens du voyage

Pour 2025, le budget consacré aux politiques de l'habitat s'élève à 7,4 M€.

L'habitat (5,6 M€) recouvrent essentiellement les actions visant à financer des opérations de production de logements sociaux et à soutenir la rénovation du parc privé dans le cadre des dispositifs mon plan renov, ou des opérations menées sur des copropriétés dégradées.

Les crédits alloués au financement des aires d'accueil des gens du voyage sont de 1,8 M€. Ces dépenses comprennent, principalement, la contribution au SYMGHAV pour la gestion des 3 aires d'accueil, la participation au fonctionnement de l'aire de Guignes ainsi que des crédits pour l'aménagement de l'aire de grand passage à Villiers-en-Bière et la finalisation du projet pour la création des terrains familiaux à Dammarie les Lys.

Mobilité

La communauté consacrera 18,9 M€ en 2025 (soit 17 % du budget) sur cette politique publique.

Parmi ces dépenses, près de 600 k€ permettront la mise en œuvre du plan d'actions du projet de territoire Ambition 2030, notamment avec la réalisation d'études relatives à la logistique urbaine, au déploiement de parking-relais, sur les priorités bus aux feux, ainsi que sur la faisabilité d'un couloir bus sur la RD 372 à Dammarie-lès-Lys et l'installation de vélobox à proximité des lieux de correspondance bus.

Les dépenses relatives à l'aménagement du pôle d'échange multimodal représentent 8,2 M€.

3,9 M€ sont prévus au titre de la contribution à Ile de France Mobilité pour le financement de la convention du Grand Melun.

Enfin, les dépenses liées au déploiement du schéma directeur des liaisons douces atteignent 5,2 M€.

Culture – Sports - Université Inter-Âges

La culture, le sport et l'université inter-âges représentent 3 % des dépenses de la Communauté avec près de 3,8 M€.

Le budget affecté à la culture est de 1,2 M€. Il permettra de poursuivre les actions destinées aux lycéens dans les établissements du territoire de la Communauté, les événements en faveur de la promotion de la jeune scène locale avec le partenariat avec le Tremplin 77 du Département, les séances de cinéma en plein air ainsi que les concerts de l'Orchestre Melun val de Seine ainsi que la reconduction du dispositif de résidence artistique au profit des communes rurales en partenariat avec Act'art et la DRAC.

Le budget consacré au sport sera de 2,4 M€. Ces crédits sont consacrés pour l'essentiel à la reconduction des actions et des dispositifs sportifs existants (Sport Passion, contribution au contrat de concession de service public de la patinoire, subventions en faveur du mouvement sportif).

En termes d'investissements, l'agglomération mobilisera 500k€ pour solder son soutien à la réhabilitation de salles multisports du territoire, initiée en 2018.

Sur les 3,5 M€ dédiés à la culture et au sport, 1,1M€ est alloué aux concours financiers versés par la Communauté en faveur d'équipements sportifs et culturels communaux à rayonnement intercommunal : les piscines, la médiathèque de Melun, la ludothèque de Vaux-le-Pénil, et les conservatoires et écoles de musique de Melun, Le Mée sur Seine, Dammarie-les-Lys, Vaux-le-Pénil, Saint-Fargeau-Ponthierry et Boissise-le-Roi.

Enfin 202 K€ sont affectés à l'Université Inter-Âges Melun Val de Seine. Ces crédits permettront de maintenir des activités intergénérationnelles et conviviales favorisant la lutte contre l'isolement.

Environnement / Assainissement/ GeMAPI / Eau potable

Les actions liées au cycle de l'eau et à la préservation de l'environnement des habitants de la Communauté représentent la part la plus importante des finances de la Communauté avec environ 35,4 M€ (soit 31 % du budget affecté à l'exécution des politiques publiques). Elles couvrent les secteurs de l'assainissement collectif et non-collectif, de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et de l'eau potable.

Au global, le budget assainissement représente 2 M€ de dépenses réelles d'exploitation et d'investissement. Financé principalement par la redevance assainissement, le budget assainissement permet de traiter annuellement treize millions de mètre cube d'eaux usées et pluviales.

Le budget annexe « eau potable » s'élèvera en 2025 à un montant total de 9,9 M€ de dépenses réelles d'exploitation et d'investissement. Outre le fonctionnement du service, des crédits sont inscrits pour la poursuite des opérations de démolition-reconstruction de deux réservoirs sur le site de Montaigne à Melun, pour la finalisation du schéma directeur et pour le renouvellement et le dévoiement de réseaux.

La GeMAPI mobilisera cette année une enveloppe financière totale de 842 K€. Les cotisations (682K€) permettront de contribuer aux syndicats auxquels la communauté adhère pour la gestion de cette compétence répartie entre le Syndicat mixte des bassins versants de la rivière Ecole, du ru de la Mare-aux-Evées et de leurs Affluents (SEMEA), le Syndicat intercommunal d'aménagement, de rivières, de cycle de l'eau (SIARCE), le Syndicat des vallées de la Brie (SM4VB) et le Syndicat mixte pour l'assainissement et la gestion des eaux du bassin versant de l'Yerres (SYAGE).

Ordures ménagères

Le budget global s'élève à plus de 22,6 M€. Cette compétence, financée par la TEOM, représente à elle seule 20 % des politiques publiques de la Communauté.

Ces dépenses concernent les contributions versées aux deux syndicats assurant la compétence pour la communauté d'agglomération. Ces inscriptions permettront de financer la collecte des déchets pour un montant de 11,8M€, leur valorisation pour 10 M€. Par ailleurs, 500K€ sont dédiés au Plan local de Prévention des déchets ménagers.

1.3 L'équilibre financier du Budget primitif 2025

L'équilibre financier du budget 2025 a été établi en prenant en compte les mesures du Projet de Loi de Finances pour 2025 en cours de discussions. Il traduit également la poursuite de la convergence du tarif de l'eau.

Exercice 2025 (en K€) en mouvement réels	Tous budgets	Budget principal	Budget assainissement	SPANC	Pré d'Andy	Eau potable
Recettes réelles de fonctionnement	110 209	93 308	12 539	6	48	4 308
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêt de la dette)	95 627	87 126	6 715	6	13	1 767
Epargne de gestion	14 582	6 182	5 824	0	35	2 541
Charges intérêt	1 021	631	190	0	0	200
Epargne brute	13 562	5 551	5 634	0	35	2 341
Taux d'épargne brute	12%	5,95%	44,94%	0,00%	0,00%	58,98%
Remboursement du capital de la dette	3 868	2 734	728	0		406
Epargne nette	9 693	2 817	4 906	0	35	1 935
Dépenses d'investissement	62 429	40 254	14 170	0	35	7 969
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	5 593	4 587	923	0	0	82
Emprunt d'équilibre	43 275	30 116	7 612	0	0	5 546
Capital restant dû au 1/01/2025	36 257	23 218	7 594			5 446
Capacité de désendettement au 1 ^{er} janvier 2025 (ans)	2,67	4,18	1,35	0,00	0,00	2,33

Avec une épargne nette à 11,7 M€ en progression de 1,1 M€ par rapport au budget 2024, le budget 2025 propose un niveau important d'investissements (62,4 M€). Sans reprise des résultats 2024, le financement des investissements structurants du territoire sera assuré par 43,3 M€ d'emprunts.

Au 1^{er} janvier 2025, l'encours de dette de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine s'élève à 36,2 M€, dont 23,2 M€ pour le budget principal.

Au 31 décembre 2025, sans nouvel emprunt souscrit, l'encours de dette s'élèvera à environ 32,4 M€ (budgets consolidés), dont 20,5 M€ pour le seul budget principal.

2. LE DETAIL DES BUDGETS 2025

2.1 Le budget principal

Le budget principal s'équilibre à 140,9 M€, dont 128 M€ d'opérations réelles et 12,9 M€ d'opérations d'ordre.

2.1.1 Le fonctionnement

La section de fonctionnement du budget principal s'équilibre à 96,7 M€ (toutes opérations confondues), dont 87,8 M€ de dépenses réelles et 93,3 M€ de recettes réelles.

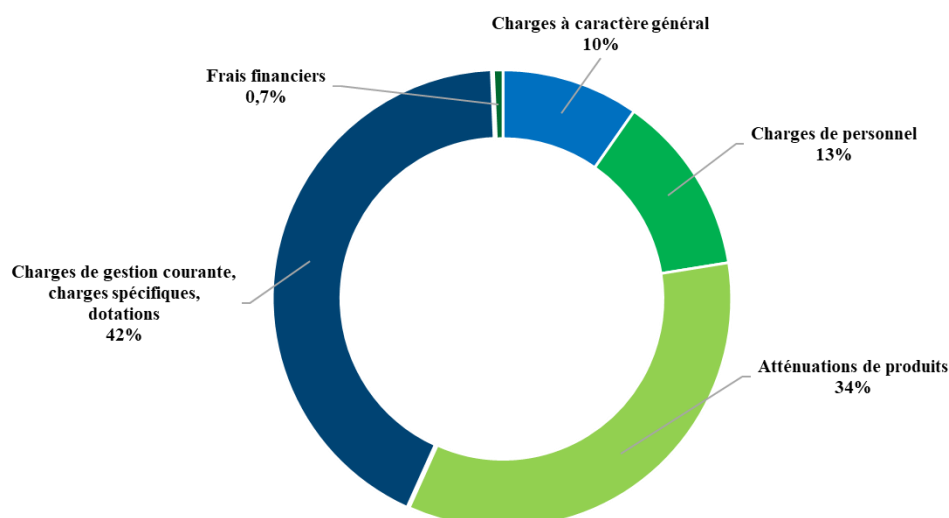
2.1.1.1 Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 4,4 M€ par rapport au budget primitif 2024.

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	Écarts BP 2024/2025	Évolution BP 2023/2024
011	Charges à caractère général	8 685 707,50	8 522 715,56	-162 991,94	-1,88%
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 934 280,00	11 178 540,00	1 244 260,00	12,52%
014	Atténuations de produits	28 223 815,00	30 055 062,00	1 831 247,00	6,49%
65	Autres charges de gestion courante	35 747 862,47	37 331 263,47	1 583 401,00	4,43%
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	66 600,00	43 695,00	-22 905,00	-34,39%
Total des dépenses de gestion courante		82 658 264,97	87 131 276,03	4 473 011,06	5,41%
66	Charges financières	641 514,21	587 347,66	-54 166,55	-8,44%
67	Charges spécifiques	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00%
68	Dotations provisions semi-budgétaires	18 450,00	28 000,00	9 550,00	51,76%
Total des dépenses réelles de fonctionnement		83 328 229,18	87 756 623,69	4 428 394,51	5,31%

Cette évolution de 5,31 % résulte, essentiellement :

- De la prise en compte d'une contribution au fonds de réserve prévu au projet de Loi de finances pour 2025 d'un montant de 1 185 k€ ;
- D'un accroissement de la masse salariale (+1,2M€) justifié principalement par l'effet en année pleine sur 2025 des décisions internes de recrutements entrés en application en 2024 le renforcement de la direction des systèmes d'information ;
- De l'augmentation des contributions aux syndicats de 1,2M€.



Les atténuations de produits

Dans le budget 2025, les atténuations de produits représentent 34 % des dépenses de fonctionnement.

Les reversements (30M€) comprennent les éléments suivants : les attributions de compensation, la dotation de solidarité communautaire (DSC), les deux fonds de péréquation pour lesquels la communauté est contributrice, à savoir le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) et le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) ainsi que la nouvelle contribution aux fonds de réserve envisagée au PLF 2025.

Ce sont 19,4 M€ qui sont inscrits afin de prendre en compte les montants des attributions de compensation 2025 provisoires. Leurs montants seront ajustés en cours d'année pour intégrer le coût définitif des services communs.

La DSC sera assurée a minima pour les sommes allouées en 2024. Elle représentera 3,8M€ pour 2025.

Le montant du FNGIR est renouvelé au montant notifié en 2024 (4 M€).

Depuis 2023, à la faveur des évolutions des niveaux de richesse respectifs des ensembles intercommunaux, et de la réforme des indicateurs financiers de mesure de la richesse des collectivités, la CAMVS bénéficie d'un solde net positif au titre du FPIC. Pour 2025, il est envisagé un solde positif de 427k€.

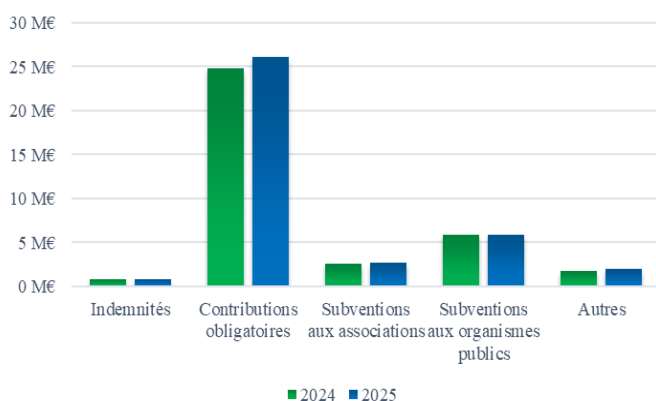
Ce mécanisme implique l'inscription d'une dépense pour la part de prélèvement (616 k€) et d'une recette pour prévoir un reversement (1043k€).

La taxe de séjour estimée à 715 K€ pour 2025 sera intégralement reversée au Département, à la société Grand Paris, à l'Office de Tourisme Melun Val de Seine et à Ile de France Mobilité.

Les autres charges de gestion courante, les charges spécifiques et les dotations aux provisions

Les autres charges courantes (37,3 M€) correspondent aux indemnités des élus, contributions aux organismes, subventions versées aux associations et aux communes de l'agglomération au titre des charges de centralité.

Les charges de gestion courante sont en augmentation de 4,4 % par rapport à l'année 2024. Elle s'explique notamment par la progression des contributions aux syndicats et de la participation à l'offre de transport collectif public.



Les indemnités des élus (804 K€) sont en augmentation par rapport à l'année 2024 (+5,5K€).

Les contributions aux organismes (26M€) sont principalement constituées des contributions au SMITOM et SIETOM pour les ordures ménagères (22,4 M€) et de la contribution au SDIS pour la sécurité incendie (2,2 M€).

L'agglomération contribuera, par ailleurs, au SYMGHAV (230 K€) pour la gestion de ses aires d'accueil des gens du voyage, à différents syndicats pour la GeMAPI (678 K€), à l'agence

des espaces verts au titre de l'entretien du bois de Bréviandes (149 K€), au SYMPAV (214 K€) et au GIP « accueil et habitat des gens du voyage dans le département de Seine-et-Marne » (28 K€).

Les subventions aux associations et aux autres personnes de droit privé (65748) s'élèvent à la somme de 2,1 M€. L'augmentation constatée sur les subventions versées à d'autres organismes publics (6573) est liée à l'actualisation annuelle de la subvention versée à Ile de France Mobilité (+50k€) dans le cadre du contrat du

Grand Melun et à l'augmentation de la subvention versée à l'Office de tourisme (+35k€) pour compenser les contraintes de services publics.

Les charges de centralité versées au titre du fonctionnement des piscines de Melun, Dammarie les lys, Le Mée-sur-Seine, Saint-Fargeau-Ponthierry, des conservatoires de musique, de la ludothèque de Vaux-le-Pénil et de la médiathèque de Melun sont reconduites pour des montants identiques à ceux de 2024 (1,1 M€).

Enfin, les autres charges de gestion courante comprennent la contribution du budget principal au budget assainissement au titre des eaux pluviales (1,5 M€) et intègrent également 126 K€ permettant de verser des indemnités aux étudiants en professions médicales (médecine, chirurgie dentaire) inscrits à l'antenne de Melun.

Les charges spécifiques (chapitre 67) ne sont plus composées que de prévisions pour annulation de titres sur exercices antérieurs (10 K€). Enfin, 28k€ sont prévus pour compléter la provision pour dépréciation des actifs circulants (chapitre 68).

Les charges de personnel

Le nombre d'ETP (emplois permanents) pourvus au 1er janvier 2025 s'élève à 158,50 (dont les emplois fonctionnels) en augmentation par rapport à 2024 (22 agents supplémentaires), en raison principalement :

- Des décisions internes de recrutements entrés en application en 2024 (chargé(e) de communication, assistante mobilité, coordinateur(rice) maison de l'habitat, technicien suivi DSP, technicien urbanisme service environnement, animateur(rice) musée numérique, ingénieur Axe Seine, responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), administrateur(rice) fonctionnel service des Finances) ;
- Des prévisions de recrutement au regard des besoins émergents de la collectivité pour mener ses politiques publiques : chargé(e) de mission évaluation des politiques publiques en lien avec la transition écologique et numérique responsable (1), renforcement des effectifs de la Direction Mutualisée des Systèmes d'information (6), chargé(e) de développement santé (1) ;

La masse salariale représente 13 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour 2025, les charges de personnel (chapitre 012) seront de 11,2 M€. Elles intègrent notamment l'effet année pleine des décisions internes de recrutement entrés en application en 2024 et une enveloppe liée aux prévisions de recrutement au regard des besoins émergents de la collectivité pour mener ses politiques publiques. Les dépenses 2025 prévoient, également, une progression des autres charges de personnel au regard de l'augmentation des effectifs (tickets restaurant, allocations chômage, adhésion au CNAS, assurance du personnel), et du Glissement Vieillesse Technicité (avancements de grade et promotion interne) ainsi que les versements de l'allocation forfaitaire de télétravail (environ 100 agents télétravailleurs) et du forfait mobilités durables.

Un budget est également prévu pour faire face aux besoins de remplacement éventuels.

Enfin, la prévision de la masse salariale 2025 tient compte des dépenses de rémunérations des agents travaillant dans le domaine de l'Eau Potable et dans le domaine de l'Assainissement (collectif, non collectif).

Les charges à caractère général

Les charges à caractère général (8,5 M€) sont en diminution de 163k€ par rapport au budget 2024.

La baisse des charges liées à l'entretien des bâtiments (-431k€) est atténuée notamment par la progression des charges de locations mobilières et immobilières (+146k€), et le recours plus important à des prestations extérieures pour accompagner la sécurisation notamment des systèmes d'information (+120k€).

Les frais financiers

Les frais financiers inscrits au budget 2025 sont en baisse de près de 8% par rapport à 2024 et s'élèvent à un montant de 587 K€. L'indicateur des charges financières sur les recettes réelles de fonctionnement est de 0,7% sur l'exercice 2025, ce qui démontre néanmoins un poids qui reste mesuré de la dette sur le budget.

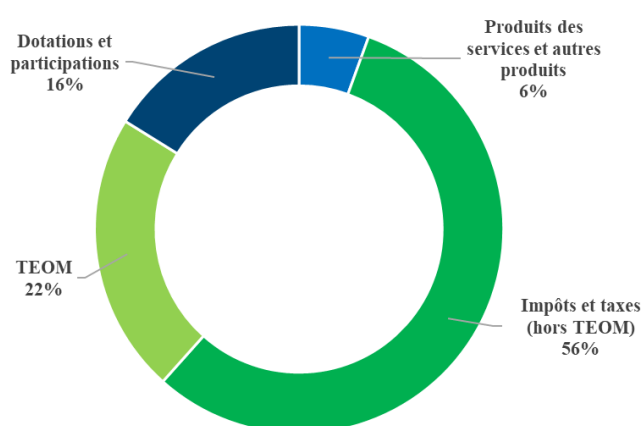
La prévision budgétaire est basée sur un encours de dette au 1^{er} janvier 2025 de 23,2 M€.

2.1.1.2 Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement passent de 90,3 M€ en 2024 à 93,3 M€ en 2025, soit une progression de 2,9 M€.

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	Écarts BP 2024/2025	Evolution BP 2024/2025
013	Atténuations de charges	199 600,00	244 000,00	44 400,00	22,2%
70	Produits des services	4 059 190,90	4 276 010,90	216 820,00	5,3%
73	Impôts et taxes	32 798 899,00	31 634 421,00	-1 164 478,00	-3,6%
731	Fiscalité locale	38 096 349,00	41 424 444,00	3 328 095,00	8,7%
74	Dotations et participations	14 469 639,32	15 087 615,00	617 975,68	4,3%
75	Autres produits de gestion courante	701 222,00	631 139,68	-70 082,32	-10,0%
Total des recettes de gestion courante		90 324 900,22	93 297 630,58	2 972 730,36	3,3%
76	Produits financiers			0,00	
77	Produits spécifiques	10 000,00	10 000,00	0,00	0,0%
78	Reprise des provisions semi-budgétaires			0,00	
Total des recettes réelles de fonctionnement		90 334 900,22	93 307 630,58	2 972 730,36	3,3%

Cette augmentation de 3,3% des recettes réelles de fonctionnement résulte de la progression des bases à la suite de leur revalorisation en fonction des prévisions d'inflation constatée entre novembre 2023 et novembre 2024, et à l'entrée dans ces bases de nouveaux redevables. Cette progression est atténuée par une baisse du produit de fraction de TVA nationale perçue pour compenser la perte de produit de taxe d'habitation sur les résidences principales, et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).



Dans le budget 2025, à périmètre constant, les impôts et taxes (hors TEOM) représentent plus de la moitié des ressources de fonctionnement (56 %).

La taxe sur les ordures ménagères est la seconde ressource de la Communauté (22%). Elle est entièrement dédiée au paiement de la collecte, du traitement et de la cotisation des syndicats pour les ordures ménagères.

Les dotations et participations

Les dotations de l'Etat sont envisagées à 9,3 M€ pour 2025, réparties entre la dotation de compensation (7,3 M€) et la dotation d'intercommunalité (2 M€).

	2024	2025	%
Dotations de compensation	7 299 339	7 255 580	-0,60%
Dotations d'intercommunalité	2 245 574	2 050 411	-8,69%
Total des dotations	9 544 913	9 305 991	-2,50%

Les participations s'élèvent à 5,7 M€ et correspondent notamment à des participations de l'État (4,7M€) au titre des compensations liées aux impositions (CET, taxe foncière et taxe d'habitation), de subventions reçues (1,2 M€) au titre de la politique de la ville provenant de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, de subventions de l'Agence Nationale de l'Habitat afin d'améliorer le parc de logements privés existants sur le territoire ou encore de financements obtenus pour la réalisation de l'atlas de la biodiversité.

Les impôts et taxes

Sur les 73M€ d'impôts et taxes prévus au budget 2025, seuls 16,6 M€ sont des produits de contributions directes locales (Taxe d'Habitation, Cotisation Foncière des Entreprises, Taxe sur le Foncier Bâti et Non Bâti).

Pour 2025, le produit de la fiscalité directe locale apparaît en augmentation par rapport au BP 2024 :

	Base prévisionnelles 2024	Prévisions 2024	Base prévisionnelle s 2025	Prévisions 2025
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	13 025 170	1 087 602	13 958 824	1 165 562
Cotisation Foncière des Entreprises	48 490 792	12 180 887	55 195 796	13 865 184
Taxe sur le foncier bâti	207 304 258	1 119 443	212 057 694	1 145 112
Taxe sur le foncier non bâti	1 687 000	52 129	1 732 280	53 528
Taxe additionnelle sur le foncier non bâti		400 329		405 440
TOTAL Fiscalité directe		14 840 390		16 634 826

Les produits estimés sont répartis entre le produit résiduel de la part des résidences secondaires de la taxe d'habitation (1,2 M€), la cotisation foncière des entreprises (13,9 M€), et les taxes sur le foncier bâti et non bâti (1,6 M€).

Cette projection sera actualisée lors des notifications des bases définitives et le budget sera ajusté en conséquence.

Depuis 2023, le produit de la fiscalité indirecte n'est plus composé que de la TASCOT et des IFER.

La TASCOT, dont le produit est assis sur la surface de vente des commerces de détail de plus de 400 m² générant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 460 K€, est envisagée en relative stabilité à 1,9 M€.

Le produit des IFER dont la revalorisation annuelle dépend du taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac (IPCH), est actualisé de 2% en 2025, pour un montant prévisionnel de 713K€. Les IFER concernent principalement sur la communauté d'agglomération, les transformateurs électriques et les stations radioélectriques, et plus marginalement les canalisations de gaz et le transport d'hydrocarbure.

Près de 31 M€ des recettes fiscales de l'agglomération sont les fractions de TVA reversées par l'Etat au titre des compensations pour la perte de CVAE (10,3M€) et à la suite de la suppression de la taxe d'habitation (20,2M€). Comme prévu au projet de loi de finance en cours de discussion, ces compensations sont figées au niveau du montant notifié 2024. Elles sont en diminution de 1,3M€ par rapport au Budget primitif 2024.

Depuis 2018, la CAMVS exerce la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GeMAPI). Selon les dispositions de l'article 1530 bis du Code Général des Impôts, la communauté d'agglomération a institué la taxe GeMAPI lors de son conseil communautaire du 26 septembre 2022. Pour 2025, les dépenses liées à l'exercice de cette compétence (estimée à 688 K€) seront financées par la taxe GEMAPI.

Autres produits fiscaux de l'agglomération, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et la taxe de séjour représentent 21,5 M€ de recettes. La TEOM vient financer l'exercice de la compétence ordures ménagères dont la CAMVS a confié la gestion à deux syndicats : le SIETOM et le SMITOM. Son produit doit couvrir les besoins du service.

Compte tenu des charges à financer pour les deux syndicats, le produit total prévisionnel attendu s'établit à 20,7 M€. Sans notification des bases d'imposition 2025 par les services de l'Etat, celles connues à ce jour ont été réévaluées de 2,6%. Cette évolution prévisionnelle des bases permet de maintenir les taux de 10,9% pour le SIETOM et de 10,09% pour le SMITOM.

Le produit de la taxe de séjour est quant à lui prévu pour l'année 2025 à hauteur de 715 K€.

Les produits des services et les autres produits

Les autres produits de fonctionnement, qui rassemblent notamment les produits des services, ainsi que les contributions entre les budgets et les redevances d'occupation du domaine public, s'élèvent à 5 M€.

Ces recettes sont en légère progression par rapport au BP 2024.

2.1.2 L'investissement

La section d'investissement du budget principal s'équilibre à 44 M€ (toutes opérations confondues), sans intégrer le solde d'exécution de la section ni les restes à réaliser 2024, et se décomposent en 40,25 M€ de dépenses réelles et 4,6 M€ de recettes réelles (hors emprunt).

2.1.2.1 Les dépenses

Au budget primitif 2025, le montant total des dépenses réelles d'investissement s'élève à 40,2 M€.

N° Opération	Libellé de l'opération	Propositions nouvelles
00034	CLOS SAINT LOUIS	237 203,04
00044	QUARTIER CENTRE GARE MELUN	101 858,53
00059	INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT	310 892,00
00062	FONDS DE CONCOURS	456 216,43
00066	DIVERS LIAISONS DOUCES	4 776 625,52
00067	LOGEMENTS INSALUBRES ET INDIGNES	869 932,00
00068	FONDS PROPRES - CONVENTION 3	516 888,00
00069	FONDS DÉLÉGUÉS - CONVENTION 3	677 693,00
00071	MOBILITÉ	662 700,00
00076	COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES	1 350 000,00
00078	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (ETUDES CIN)	69 900,00
00079	GEMAPI	130 000,00
00080	NPNRU	560 000,00
00081	TERRAINS FAMILIAUX	77 645,00
00082	AIRE DE GRAND PASSAGE DU BRÉAU	954 000,00
00083	REQUALIFICATION-EXTENSION CHAMLYS	1 307 446,07
00085	PEM	7 081 020,00
00086	FOND DE CONCOURS MANDAT 2020-2026	875 000,00
00087	FONDS PROPRES CONVENTION 4	367 411,00
00089	SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE - PCAET	340 744,00
00090	SCHÉMA DIRECTEUR TOURISME	512 000,00
00091	AMÉNAGEMENT VILLAROCHE	105 000,00
00093	INCUBATEUR-PEPINIERE-HOTEL D'ENTREPRISES_IPHE	5 265 000,00
00095	REHABILITATION EX-UNEDIC	1 215 200,00
TOTAL		28 820 374,59

Elles sont composées de 36,2 M€ de dépenses d'équipement, dont les crédits de paiement sont principalement prévus dans les autorisations de programme (28,8 M€).

En matière de mobilité, 12,8 M€ sont inscrits principalement pour la participation à la réalisation des équipements (7,1 M€) dans le cadre de l'aménagement du pôle d'échange multi modal, et les aménagements de liaisons douces (4,8 M€).

Au titre de l'aménagement du territoire et de l'économie, un montant de 8 M€ de crédits de paiement est prévu. Cet effort portera sur la réalisation de la future pépinière d'entreprise (5,3M€), la requalification de Chamlys (1,3 M€) et les actions du schéma directeur du

tourisme mises en œuvre pour développer l'offre d'hébergement notamment (512 K€).

En matière d'habitat, les dépenses regroupent les aides à la pierre versées aux bailleurs sociaux et aux propriétaires (conventions n°3 et n°4), les copropriétés dégradées, les subventions pour les logements insalubres et indignes et enfin le NPNRU pour un total de 4,3 M€.

L'agglomération mobilisera également une enveloppe de 1,2 M € afin de soutenir les projets des communes dans le cadre des dispositifs de fonds de concours existants.

Pour la compétence GEMAPI, 130 K€ sont prévus. Les crédits de paiement permettront de finaliser l'étude hydraulique sur les zones dites « orphelines » du territoire, et de réaliser des travaux de confortement et renaturation des berges de seine de la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry.

Par ailleurs, des dépenses sont prévues en dehors des autorisations de programme (7,4 M€).

Les autres dépenses d'équipement 2025 concernent la maîtrise foncière et la réhabilitation des zones d'activités (4M€), des études et travaux dans le cadre du schéma directeur « Axe Seine » (440 K€), ou encore pour la gestion patrimoniale des bâtiments et des infrastructures (0,8 M€).

Enfin, les dépenses dites d'administration générale regroupent, principalement, les investissements de la direction mutualisée des systèmes d'information (1M€) et le renouvellement des matériels et équipements.

2.1.2.2 Le financement de l'investissement

	BP25
Autofinancement	5 551 007
Subventions	3 851 846
FCTVA	517 000
Autres recettes	138 900
Emprunt d'équilibre	30 115 840
TOTAL	40 174 593

Sans reprise des résultats 2024, le budget 2025 prévoit un financement de l'investissement de 14 % par l'autofinancement, 11 % par des recettes d'investissement et 75 % par le recours à l'emprunt.

L'autofinancement

En 2025, les dépenses de fonctionnement progressent dans une plus forte mesure que les recettes de fonctionnement. L'épargne brute prévisionnelle est de 5,6 M€.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Épargne de Gestion	3 823 967	6 520 563	12 203 545	3 571 352	5 741 593	7 681 671	6 182 007
Épargne Brute	3 211 967	5 933 463	11 677 844	3 087 352	5 080 593	7 006 671	5 551 007
Épargne Nette	695 343	3 459 756	9 176 983	591 909	2 555 593	4 451 671	2 816 907

Après remboursement du capital de la dette, l'épargne nette serait de 2,8M€ et permettra le financement d'une partie des dépenses d'équipement de la collectivité.

Le taux d'épargne brute, qui exprime la part de recettes courantes qui peut servir à l'investissement, serait de 6%.

Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont inscrites à hauteur de 3,7M€ (hors emprunts). Elles sont composées de subventions d'investissement et du FCTVA.

Recettes d'investissement	BP 2025
00044 - Quartier Centre Gare	-
00066 - Divers liaisons douces	600 817,62
00068 - Fonds propres - Convention 3	48 000,00
00069 - Fonds délégués - convention 3	400 000,00
00071 - Mobilité	33 000,00
00076 - Copropriétés dégradées	800 000,00
00085 - PEM	808 028,00
00088 - Fonds délégués - Convention 4	1 000 000,00
Total recettes d'investissement	3 689 845,62

Les subventions d'investissement à recevoir sont principalement inscrites dans le cadre des autorisations de programme et financent les opérations retranscrites dans le tableau ci-contre.

Le montant de FCTVA est estimé à 517 K€ et reflète à la fois les dernières réalisations des investissements en 2024 et une prévision de recettes sur les investissements à réaliser en 2025.

L'emprunt

Compte tenu du niveau des investissements envisagés, le besoin de financement restant, qui correspond à l'emprunt d'équilibre, est estimé pour 2025 à 30M€ environ.

Ce volume est estimatif et le montant mobilisé sera adapté en fonction du résultat de l'exercice précédent ainsi que des réalisations de l'exercice afin d'éviter toute sur-mobilisation de l'emprunt qui générerait des frais financiers non nécessaires.

2.1.3 L'endettement

Au 31 décembre 2024, la dette du budget principal est de 23,2 M€. Le taux moyen constaté est de 2,95%, et la durée résiduelle moyenne est de près de 11 ans.

L'encours de dette est composé de 15 contrats répartis auprès de 6 établissements prêteurs, dont près de 47% de ces contrats ont été conclus auprès de la Caisse d'Epargne.

61,5% de la dette est souscrit sur des emprunts à taux fixe, 36,2% sur des taux variables (dont 15% sur le livret A) et 2,3% des taux à barrières.

Le ratio de désendettement constaté au 1^{er} janvier 2025 serait de 4,1 années. Il reste inférieur au ratio du seuil d'alerte de 10 ans et au seuil retenu de 12 ans par l'Etat dans la loi de programmation des finances Publiques 2018-2020.

2.2 Les budgets annexes

2.2.1 Les budgets Assainissement

La Communauté d'Agglomération est compétente non seulement en matière d'assainissement collectif mais aussi, conformément à l'article 2224-8-III du CGCT, en matière d'assainissement non collectif. La compétence assainissement est retracée dans deux budgets annexes distincts : l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif.

2.2.1.1 Le budget annexe de l'assainissement collectif

44

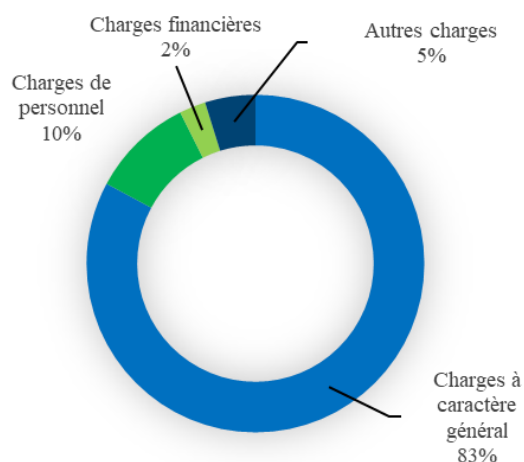
Le projet de budget annexe de l'assainissement collectif proposé au vote s'équilibre pour l'année 2025 à 14,4 M€ en section d'exploitation et 16 M€ en section d'investissement.

Les dépenses d'exploitation

Le niveau global des dépenses d'exploitation pour 2025 est en progression de 865 K€ (14,3%) :

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	Évolution BP/BP
011	Charges à caractère général	5 045 650,00	5 719 259,00	13,35%
012	Charges de personnel et frais assimilés	550 000,00	678 000,00	23,27%
014	Atténuations de produits	0,00	187 626,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	56 200,00	35 350,00	-37,10%
Total des dépenses de gestion courante		5 651 850,00	6 620 235,00	17,13%
66	Charges financières	241 813,07	173 967,67	-28,06%
67	Charges exceptionnelles	100 000,00	110 000,00	10,00%
68	Dotations aux provisions	45 000,00	0,00	-100,00%
Total des dépenses réelles d'exploitation		6 038 663,07	6 904 202,67	14,33%

On note une hausse des contributions au budget principal pour les charges de structure et de personnel (+216K€), des charges liées au traitement des effluents en provenance de Grand Paris Sud (+600K€).



Principal poste de la section d'exploitation, les charges à caractère général représentent 83 % des dépenses réelles.

Il s'agit essentiellement des charges liées à gestion des eaux pluviales pour 1,3 M€ et des dépenses relatives au traitement des eaux usées en provenance de Grand Paris Sud pour un montant de 3,1 M€. Ces dépenses font l'objet de recettes spécifiques inscrites en section d'exploitation afin de ne pas faire peser sur la redevance assainissement le coût de ces services.

Le reste est dédié essentiellement à l'entretien des réseaux d'eaux usées (400 K€) et à la contribution du budget assainissement aux frais de fonctionnement du budget principal (568k€).

Les autres charges (333 K€) sont constituées de régularisations de recettes sur exercice antérieur (40 K€),

des charges liées aux déclarations préalables de travaux, des indemnisations pour les commerçants riverains des travaux de dévoiements des réseaux pour l'aménagement du TZEN (80k€), ainsi que le reversement à l'Agence de l'eau Seine Normandie des redevances pour performance facturées en 2025 (188k€).

Les charges de personnel (678 K€) correspondent à la part du remboursement effectué au budget principal pour les dépenses liées au personnel.

Les frais financiers inscrits au budget 2025 s'élèvent à 174 K€. La prévision budgétaire est basée sur un encours de dette au 1^{er} janvier 2025 de 7,6 M€.

Les recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation sont de 12,5 M€, en progression de 1,7 M€ par rapport à l'année 2024.

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	Évolution BP/BP
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	10 332 572,00	11 672 235,00	12,97%
74	Subventions d'exploitation	60 000,00	0,00	-100,00%
75	Autres produits de gestion courante	480 000,00	764 300,00	59,23%
Total des recettes de gestion courante		10 872 572,00	12 436 535,00	14,38%
76	Produits financiers	-4 662,74	50 000,00	-1172,33%
77	Produits exceptionnels	10 000,00	40 000,00	300,00%
78	Reprise sur amortissements dépréciations et provisions	0,00	12 000,00	
Total des recettes réelles d'exploitation		10 877 909,26	12 538 535,00	15,27%

Les ventes de produits et prestations rassemblent les produits de la redevance assainissement, la contribution du budget principal au titre des eaux pluviales et la nouvelle redevance pour performance.

Elles sont en augmentation de 13% pour l'année 2025 en raison de l'évolution de la part communautaire de la redevance assainissement (+0,5M€), de la nouvelle redevance pour performance perçues par l'agglomération (188k€) et de l'augmentation des refacturations des effluents à la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud (+600k€). La contribution au titre des eaux pluviales augmente, quant à elle, de 50 K€.

Les autres produits de gestion courante que sont les participations pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) sont estimées à 750K€.

Les dépenses d'investissement

Au budget 2025, le montant total des dépenses réelles d'équipement s'élève à 13,4M€, hors remboursement de la dette. Elles sont principalement composées des opérations d'équipement suivantes :

	BP 2025
00039 - Devoiemnt des réseaux TZEN	3 017 100,00
00041 - Extension de la STEP de Saint Fargeau Ponthierry	1 720 012,00
00042 - Extension STEP Boissettes et Dammarie-les-Lys	3 208 920,00
00043 - Gestion patrimoniale des réseaux 2023-2027	3 645 134,00
00092 - Bi-METHA 77 unité azote	1 389 086,00
TOTAL Opérations d'équipement	12 980 252,00

La majorité des dépenses est prévue pour des opérations de réhabilitations des réseaux ou de dévoiement des réseaux (6,2M€).

Des crédits sont prévus pour les extensions des stations d'épurations (4,9 M€) pour la phase de réalisation

conception de la STEP de Saint-Fargeau-Ponthierry, et le lancement d'une maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du bassin tampon de Boissettes, faisant suite à la mise en demeure préfectorale d'août 2023.

Enfin, le démarrage des travaux de construction du méthaniseur Bi-METHA nécessitera de mobiliser 1,4 M€ afin de réaliser une unité d'abattement de l'azote sur la station d'épuration de Dammarie-les-Lys.

Le financement de l'investissement

	BP 2025
Autofinancement	5 634 332
Subventions	486 225
Autres recettes	436 860
Emprunt d'équilibre	7 612 480
TOTAL	14 169 897

Sans reprise des résultats, le projet de budget 2025 prévoit un financement de l'investissement de 40% par l'autofinancement, 9% par des recettes d'investissement, et 54% par recours à l'emprunt.

Les prévisions d'évolution de dépenses et de recettes d'exploitation permettent de dégager une épargne brute de 5,6M€.

	2021	2022	2023	2024	2025
Épargne de Gestion	5 343 636	5 687 876	2 993 133	5 089 246	5 823 832
Épargne Brute	5 176 636	5 533 876	2 803 133	4 839 246	5 634 332
Épargne nette	4 372 636	4 721 876	1 993 133	4 104 246	4 906 235

Après remboursement du capital de la dette, l'épargne nette serait d'un peu plus de 4,9 M€. Elle constitue le solde disponible pour financer les dépenses d'équipement de la collectivité.

Les recettes d'équipement, hors emprunt, (486 K€) sont composées des subventions d'investissement à recevoir pour les travaux réalisés dans le cadre de la gestion patrimoniale des réseaux.

Les autres recettes d'investissement correspondent notamment au remboursement de la dette (96 K€) contractée pour le compte de Grand Sud Paris pour le financement de la station d'épuration de Boissettes et dont Grand Sud Paris assure une partie du remboursement.

L'endettement

Au 1^{er} janvier 2025, le capital restant de la dette du budget annexe assainissement est de 7,6 M€. Le taux moyen constaté est de 2,65%, et la durée résiduelle est de 13 ans et 8 mois. La dette se répartit à 57% sur des emprunts à taux fixe, 37% sur des taux variables, et 6% sur des taux à barrières.

Le ratio de désendettement constaté au 1^{er} janvier 2025 est de 1,3 années en diminution par rapport à l'exercice 2024 (1,7 ans) dans des conditions similaires (sans reprise des résultats), en raison de la progression de l'épargne brute.

2.2.1.2 Le budget annexe de l'assainissement non collectif

Le budget annexe du service public d'assainissement non collectif (SPANC) doit être équilibré par des ressources propres du service, c'est-à-dire les redevances, comme tout budget retraçant une activité de service public industriel et commercial.

Le budget primitif 2025 est équilibré à 6,4K€ et ne comporte que des dépenses et des recettes d'exploitation. Ces dépenses d'exploitation permettent d'assurer les missions de conseil, contrôle et suivi effectués auprès des usagers du service. Ces prestations sont financées par des redevances d'assainissement non collectif, dont les tarifs ont été harmonisés au cours de l'année 2021.

2.2.2 Le budget eau potable

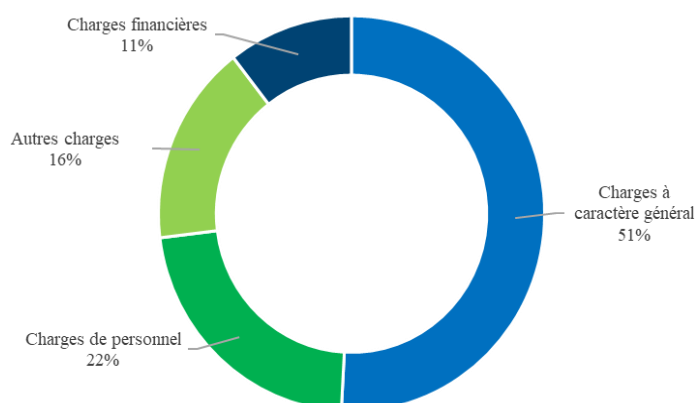
Pour l'année 2025, le budget eau potable s'équilibrera à 4,4 M€ en section d'exploitation et à 8 M€ en section d'investissement.

Les dépenses d'exploitation

Les dépenses réelles d'exploitation seront de près de 2 M€ pour 2025 et seront composées comme suit :

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	%
011	Charges à caractère général	604 885,00	1 000 460,00	65,40%
012	Charges de personnel et frais assimilés	450 000,00	437 000,00	-2,89%
014	Atténuations de produits	100,00	238 832,00	238732,00%
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	5 000,00	0,00%
Total des dépenses de gestion courante		1 059 985,00	1 681 292,00	58,61%
66	Charges financières	224 148,66	206 640,04	-7,81%
67	Charges exceptionnelles	29 500,00	79 500,00	169,49%
68	Dotation aux provisions	5 000,00	0,00	-100,00%
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 318 633,66	1 967 432,04	49,20%

Le principal poste de dépenses est celui des charges à caractère général qui représente 51% du budget d'exploitation.



Elles progressent de 65,4% sous l'effet de la progression

- du remboursement des charges structurelles au budget principal (551 k€ contre 390k€ en 2024),
- des charges supplémentaires pour l'accompagnement des services dans le renouvellement et le suivi des contrats (+ 139k€),
- des rachats de compteurs (+ 185k€) à réaliser dans le cadre des fins de contrat (notamment pour Voisenon, Boissise-le-Roi et Rubelles).

Les charges de personnel (437 K€) correspondent à la part de remboursement effectuée au budget principal pour les dépenses liées au personnel et représentent 22% des dépenses d'exploitation.

Les autres charges (323k€) connaissent une forte progression en raison de la prise en compte des reversements de la nouvelle redevance pour performance à l'agence de l'eau (238k€) et d'une prévision de dépenses afin d'indemniser les commerçants impactés par les travaux de dévoiements des réseaux pour le passage du TZEN (70k€).

Enfin, les charges financières sont estimées pour cette année à 207 K€, soit 16% du budget d'exploitation 2025.

Les recettes d'exploitation

Chap	Libellé	BP 2024	BP 2025	%
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	3 770 916,00	4 231 503,00	12,21%
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres produits de gestion courante		39 000,00	
Total des recettes de gestion courante		3 770 916,00	4 270 503,00	13,25%
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	5 000,00	35 000,00	600,00%
78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	2 800,00	
Total des recettes réelles d'exploitation		3 775 916,00	4 308 303,00	14,10%

Les recettes du budget eau potable sont composées principalement du versement de la redevance et de la vente d'eau (3 993K€). Sa progression de 6% est la traduction de la trajectoire tarifaire pour l'eau adoptée lors du conseil communautaire du 20 novembre 2023.

Par ailleurs, à compter de 2025, une nouvelle redevance pour performance des réseaux d'eau potable sera perçue par la Communauté d'agglomération auprès des abonnés. Cette redevance estimée à 238k€ sera reversée à l'Agence de l'eau pour son intégralité.

Les dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissement de l'exercice 2025 (hors remboursement de l'emprunt) s'élèveront à 7,6 M€ :

Dépenses d'investissement	BP 2025
00001 - SCHEMA DIRECTEUR	20 000,00
00002 - TZEN	467 000,00
90003 - REHABILITATION DES BACHES MONTAIGU	2 557 051,00
00004 - REHABILITATION DES BACHES RESERVOIRS	1 200 000,00
00006 - GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX AEP 2023-2027	3 094 490,00
00094 - MAILLAGE BOISSISE LA BERTRAND-PONTHIERRY-PRINGY	160 000,00
hors AP (hors remboursement capital)	64 700,00
Total dépenses d'investissement	7 563 241,00

Elles permettront de finaliser les derniers paiements sur le schéma directeur d'eau potable (30 K€), de poursuivre les travaux de démolition et reconstruction des réservoirs sur le site de Montaigu à Melun (2,6 M€) et de Tilly (0.6 M€), et de démarrer la réhabilitation des deux cuves de La Rochette (0,5 M€).

3,1M€ sont, également, prévus pour le renouvellement des réseaux.

Par ailleurs, les opérations de dévoiement des réseaux sur le tracé du TZEN se poursuivront. Une enveloppe de 0,4 M€ de crédits de paiement sera mobilisée en 2025 pour ces travaux.

Enfin, une nouvelle opération est créée pour la réalisation d'une interconnexion de secours du réseau de Saint-Fargeau-Ponthierry à partir de l'usine de Boissise-la-Bertrand. Les coûts de réalisation de ce programme sont estimés à 5,5M€. Pour 2025, 160k€ de crédits de paiement seront mobilisés afin de permettre de débiter le lancement des premiers diagnostics.

Avec le remboursement du capital estimé à 406 K€, les dépenses réelles d'investissement s'élèveront à près de 8M€ en 2025.

Le financement de l'investissement

	BP 2025
Autofinancement	2 340 871
Autres recettes	82 142
Emprunt	5 546 228
TOTAL	7 969 241

Le budget 2025 prévoit un financement de l'investissement de 29% par l'autofinancement, 1% par des recettes d'investissement et 70% par l'emprunt.

Sans reprise des résultats, le besoin de recours à l'emprunt serait de 5,6 M€.

La poursuite de la convergence des tarifs de l'eau initié en 2022 permettra de dégager une épargne brute de 2,3 M€ :

	2021	2022	2023	2024	2025
Épargne de Gestion	1 014 307	1 722 711	1 481 484	2 687 282	2 540 871
Épargne Brute	854 307	1 572 711	1 300 484	2 457 282	2 340 871
Épargne nette	509 987	1 213 611	930 184	2 041 282	1 934 871

Après remboursement du capital de la dette, l'épargne nette serait de 1,9 M€. Elle constitue le solde disponible pour financer les dépenses d'équipement de la collectivité.

L'endettement

L'endettement du budget eau est principalement constitué de la dette contractée lors des précédents exercices par les communes compétentes jusqu'alors en matière d'eau potable. Un nouvel emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et des consignations de 1 M€ est venu compléter l'encours de dette fin 2024.

Au 1^{er} janvier 2025, le capital restant de la dette du budget annexe eau potable est de 5,4 M€. Le taux moyen constaté est de 3,76%, et la durée résiduelle est de 18 ans et 8 mois. La dette est répartie entre des emprunts à taux fixe (57%), à taux variables (19%) et des dettes livret A (24%).

Le ratio de désendettement constaté au 1^{er} janvier 2025 se maintient à 2 années et ce malgré un dynamisme plus important des charges d'exploitation par rapport aux recettes.

2.2.3 Le parc d'activité des Prés d'Andy à Saint-Germain-Laxis

Le budget primitif 2025 du parc d'activités des Prés d'Andy à Saint-Germain-Laxis est équilibré à 2,1 M€ en section de fonctionnement et d'investissement. Il comporte des crédits de fonctionnement qui doivent permettre de financer les dépenses liées à la commercialisation des lots (13 K€).

Les efforts de commercialisation se poursuivront sur l'année 2025.